



Capacités africaine

NUMÉRO 1 | JANVIER - FÉVRIER 2014

Dans ce numéro:

Le Mot du SE | Autonomiser les Femmes dans l'Agriculture | L'ACBF considérée comme véritable moteur dans le soutien aux centres d'études politiques et think tanks qui favorisent le développement de l'Afrique | EEA: impacter positivement le processus d'élaboration des politiques | PNUD une subvention de 1 million \$ | L'ACBF et la CEA pour la Mise en Œuvre des Activités du Protocole d'Entente | Mise à jour sur l'état de la mobilisation des ressources de l'ACBF | Outil de collecte de données sur les indicateurs africains des capacités | Le partenariat Afrique-BRICS se développe rapidement



**Le Mot du
Secrétaire Exécutif**

Chers amis,

Bienvenue à la première édition de notre bulletin d'information de l'année 2014. Après avoir pris fonction en qualité de secrétaire exécutif le 2 décembre 2013, nous nous sommes immédiatement mis au travail avec des moments passionnants devant nous.

À l'entame de la troisième année de notre Plan stratégique à moyen terme (PSMT III 2012 – 2016), nous nous sommes attelés aux activités qui se traduiront par des outils de connaissance en temps opportun. Le rapport 2014 sur les indicateurs de capacité en Afrique (RICA) relatif au renforcement des capacités pour l'intégration régionale et l'enquête sur les besoins en matière de capacité des communautés économiques régionales (CER) sont tous deux prévus pour ce mois de juin. Nous espérons que ces outils de connaissance entraîneront un dialogue et des actions en profondeur pour le développement économique du continent. Les CER sont privilégiés en raison de leur rôle essentiel dans la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique. Des résultats préliminaires montrent que nous devons tous travailler ensemble en vue d'atteindre leur plein

potentiel. Nous vous tiendrons informer des progrès dans ce domaine.

Au niveau des partenariats stratégiques, nous maintenons nos relations avec la Banque africaine de développement (BAD) au sujet de l'élaboration de l'étude sur les CER et la communauté africaine de pratique (AfCOP). Les pays membres continuent de s'engager au titre du PSMT III. Ce qui symbolise l'appropriation de la Fondation par les membres et, qui plus est, la reconnaissance de l'importance du renforcement des capacités dans les efforts du continent en vue du développement économique. La Banque mondiale reste également un partenaire engagé avec un accord de subvention de 65 millions USD, signé le 12 décembre 2013. Nous sommes reconnaissants à nos partenaires bilatéraux de leur soutien.

Au niveau du Secrétariat, nous avons adopté un nouveau modèle de gestion qui nous permettra de travailler de manière plus intelligente et plus efficace. Il se fonde sur nos quatre piliers de base que sont la continuité, les résultats, la pérennité et le partage des rôles. L'essentiel est de rationaliser nos processus et recourir efficacement à des équipes multidisciplinaires. Il s'agit là d'une entreprise passionnante que nous comptons réaliser ensemble avec les bénéficiaires de nos subventions.

Tout au long de l'année, nous espérons relever nos défis de front et célébrer également nos réussites. Nous comptons sur votre coopération totale pour arriver à destination.

NOS ACTIVITÉS



ACBF Autonomiser les Femmes dans l'Agriculture

Cartographie des initiatives sur les femmes dans l'agriculture par différentes parties prenantes dans un échantillon de pays africains

Il est paradoxal que la majorité de la population africaine reste pauvre bien que le continent soit doté d'énormes ressources. Si le secteur agricole reste le plus grand employeur du continent, les revenus générés par les travailleurs sont extrêmement bas. La contribution du secteur au produit intérieur brut est tout aussi négligeable. Avec la bombe à retardement démographique qui ne cesse de tourner dangereusement à travers le continent, bon nombre de personnes estiment qu'il est grand temps pour l'Afrique de briser le cercle vicieux et de donner les moyens à ses paysans. Les femmes en constituant l'essentiel, une plus grande attention à leur bien-être profitera à tout le monde.

Par ailleurs, la croissance durable et la compétitivité mondiale de l'Afrique seront en jeu et les moyens d'existence continueront d'être fragiles si les opérateurs du secteur, essentiellement composés de femmes, ne sont pas outillés à tous égards pour plus de productivité à travers des processus de production axés sur la technologie, l'accès à la terre et une meilleure présence sur les marchés plus rémunérateurs. Autonomiser la femme rurale pour plus de productivité est un moyen d'élargir les frontières de production du continent. Autonomiser les femmes dans l'agriculture accélérera le rythme de transformation structurelle en étendant les capacités de diversification des moyens

d'existence à l'intérieur comme à l'extérieur du secteur agricole primaire – dans la chaîne de valeur des produits de base. Autonomiser les femmes dans l'agriculture entraînera la réduction des barrières à leur productivité dans l'environnement physique et améliorera leur action politique – leur capacité à prendre des décisions rationnelles et éclairées et de participer dans des espaces où leurs vies (et productivité) sont affectées (capacité politique), estime le Pr Bola Akanji, auteur de cette étude commandée par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

D'après l'auteur, le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) constitue une des plates-formes d'actualisation de la Déclaration solennelle de Maputo de 2004 sur l'égalité des sexes. Toutefois, aucune stratégie claire permettant de prendre les agricultrices à bord du train de transformation n'a été élaborée. Il est évident que l'évolution du rôle de l'État africain à l'ère de la mondialisation affectera les femmes dans l'agriculture africaine en particulier et l'importance de les y autonomiser impactera le développement de l'État africain. Ces préoccupations ont été à l'origine de la formation de l'Initiative pour autonomiser les femmes dans l'agriculture (EWA) lors du 19^e sommet de l'Union africaine en 2012. Parmi les membres de la coalition on note des chefs d'État africains, des opérateurs du secteur privé parmi lesquels la Fondation Mo Ibrahim, Africa 2.0, l'Initiative Africa Media (AMI), le Genre : mon agenda (GIMAC) et Femmes Africa Solidarité (FAS). La coalition s'est engagée à améliorer le bien-être des paysannes africaines en encourageant leur accès aux finances, à la terre et à la technologie. La première phase du projet Femmes dans l'agriculture a été exécutée en 2012. d'après le Pr Akanji, La présente étude vise à fournir des informations stratégiques et une orientation à partir d'une étude d'un échantillon de pays qui aidera l'ACBF et ses partenaires à mieux appréhender et replacer dans leur contexte les manquements en matière d'autonomisation des femmes dans l'agriculture pour une information nécessaire et ciblée.

Objectifs de la recherche :

- rendre compte et évaluer les initiatives en cours et prévues du projet Femmes dans l'agriculture (FDA) dans un échantillon de

pays par les gouvernements nationaux et infra nationaux, les partenaires au développement et autres organisations internationales telles que l'Union africaine, la Banque africaine de développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres agences onusiennes, les institutions multilatérales telles que la Banque mondiale ainsi que les partenaires au développement non-gouvernementaux ;

- identifier et évaluer les faiblesses des initiatives du projet dans l'optique d'identifier des projets et programmes potentiels pour l'initiative EWA afin de lui trouver un créneau
- évaluer et conseiller sur la responsabilité de l'ACBF dans l'amélioration des rôles et du statut des femmes dans l'agriculture de la région ;
- présenter des options et directives politiques spécifiques afin d'indiquer comment les gouvernements aux plans national et régional devraient s'attaquer au rôle de la femme dans l'agriculture en Afrique.

Huit pays ont été choisis pour l'étude pilote. Il s'agit du Burkina Faso, du Libéria, du Sénégal, de l'Éthiopie, de Djibouti, du Rwanda, de la Tanzanie et du Malawi. Mais en raison de certaines difficultés que rencontrent ces pays, seuls six sur huit ont finalisé l'étude.

Les conclusions de cet effort ont produit une importante documentation visant à l'amélioration des conditions et des ressources pour l'autonomisation des femmes dans l'agriculture. Elle aborde la relation entre l'égalité des sexes à une croissance systémique d'une part et d'autre part aux droits humains ou la justice à l'égard des femmes. Selon le Pr Akanji, « l'égalité des sexes dans l'agriculture est primordiale pour la croissance et la compétitivité futures de l'Afrique. Si l'agriculture est au centre de la croissance de l'Afrique, donner les moyens à tous les agents économiques pour davantage de productivité et un meilleur accès aux marchés est essentiel. » L'auteur estime que les femmes dans l'agriculture ont un destin commun à travers le continent et soutient que les conditions dans lesquelles elles vivent dictent leur accès aux ressources agricoles. Entre autres problèmes, elles vivent des conditions difficiles, subissent des préjugés culturels et politiques qui sous-estiment leur travail et leur aptitude aux tâches multiples dans

leurs rôles de travailleuses, éducatrices et chefs de famille.

En résumé, l'étude note que malgré des lueurs d'espoir, de graves obstacles demeurent en ce qui concerne l'autonomisation des paysannes à travers le continent. Une raison en est la rigidité sociétale à l'égard de sa nature patriarcale. La femme rurale est par conséquent confrontée à l'analphabétisme et aux faibles capacités pour une agriculture rémunératrice. Bon nombre de programmes mis en place sont loin d'être bénéfiques en raison des faibles capacités des paysannes. Lorsque ces programmes existent, la femme rurale est incapable d'en profiter à cause de ses faibles capacités, affirme l'auteur.

Pour remédier à la situation, le rapport suggère, entre autres, des réformes juridiques afin de garantir l'accès des paysannes aux biens et à la propriété, y compris la terre. De même, les fonds dégagés par EWA devraient servir à transformer les capacités des paysannes dans l'exploitation et en dehors de celle-ci. Troisièmement, les femmes ont besoin d'être orientées vers des activités génératrices de revenus dans le secteur rural non agricole.

RÉSULTATS

L'ACBF considérée comme véritable moteur dans le soutien aux centres d'études politiques et think tanks qui favorisent le développement de l'Afrique

Face à la pénurie de capacités humaines pour la formulation de décisions politiques fondées sur des données probantes dans les organismes publics, l'expertise et les capacités novatrices des centres d'études et de recherches permettront d'aider à façonner l'avenir de l'Afrique. Mais de telles institutions sont peu nombreuses sur le continent et font face à leurs propres difficultés. Celles-ci vont du manque de financement adéquat aux faibles capacités institutionnelles dans des environnements peu favorables. Le secteur est également confronté à un déficit d'innovation car les nouveaux entrants sont de plus en plus rares et un pourcentage relativement faible (29,6 %) de pays africains a

plus de 10 centres d'études et de recherches. S'attaquer aux défis auxquels sont confrontés les centres d'études et think tanks est une stratégie essentielle permettant de catalyser l'élaboration de bonnes politiques économiques et le développement économique à travers le continent. C'est à ce niveau qu'intervient la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Le présent rapport a été préparé par Dalberg Global Development Advisors, une équipe d'évaluation indépendante. Il s'agit d'évaluer l'appui de la Fondation aux centres d'études et think tanks du continent.

L'ACBF a été un acteur clé dans les questions de renforcement des capacités de l'Afrique et l'investissement dans les capacités humaines et institutionnelles locales depuis sa formation en 1991.

Elle a notamment privilégié l'amélioration de la qualité et la pertinence de la recherche sur les politiques, l'intensification de l'engagement politique des acteurs étatiques et non étatiques, l'amélioration des compétences institutionnelles et humaines des centres d'études et think tanks afin d'accompagner efficacement les processus des politiques. La Fondation est perçue comme un élément essentiel dans l'appui aux centres d'études et think tanks en vue de mieux synchroniser leurs efforts avec les besoins de la recherche. Ceci devient évident face à la réaction enthousiaste des parties prenantes qui ont salué sa pertinence dans le renforcement des capacités internes des institutions qu'elles accompagnent. L'appui de l'ACBF a permis aux institutions appuyées de s'attaquer aux questions cruciales de politique, prendre part activement au débat sur les politiques et offrir des produits et services de qualité et, dans la plupart des cas, satisfaire de manière adéquate aux besoins des parties prenantes extérieures.

Des enseignements tirés, la pertinence de l'appui de l'ACBF aux think tanks peut-être renforcée par un processus plus global de conception des interventions, mieux aligné sur les meilleures pratiques afin d'éclairer avec exactitude le choix des pays où l'ACBF interviendra et de manière proactive, répondre à la demande de ses services d'appui essentiels tels que la gestion des connaissances.

La mise en œuvre de stratégies bénéfiques au sein des institutions appuyées par l'ACBF n'a pas toujours été sans difficulté. Cependant, certaines de ces institutions ont joué un rôle important en influant sur les politiques par des exemples positifs. L'Institut éthiopien de recherche pour le développement (www.edri-eth.org) qui a créé la Bourse éthiopienne de marchandises unanimement saluées en est l'illustration. La Cellule d'analyse de politiques économiques du CIRES (www.capec-ci.org) en Côte d'Ivoire, particulièrement influente dans la restructuration du secteur du cacao et l'Institut d'analyse et de recherche en politiques (www.ipar-rwanda.org) au Rwanda et dont les activités ont aidé à réformer le code d'investissement de ce pays de l'Afrique de l'Est, constituent également des réussites.

La mission déclarée de l'ACBF est d'apporter un appui à long terme en vue de renforcer les capacités des personnes et des institutions prenant part au changement de politiques et aux initiatives de réforme économique, sociale et politique à travers l'Afrique. En vue d'atteindre cet objectif, elle devra :

- accroître les capacités le long de la chaîne de valeur de l'impact des politiques ;
- améliorer les indicateurs économiques dans les pays où elle travaille ;
- être reconnue en tant que leader d'opinion en appui aux centres d'études politiques et aux initiatives pour plus d'impact ;
- développer des centres d'études et think tanks durables et influents.

L'équipe d'évaluation recommande également à l'ACBF d'appliquer une approche plus systématique dans le choix des pays devant recevoir son assistance. Elle recommande par ailleurs le recours à certains indicateurs parmi lesquels la liberté politique, la population, la liberté de la presse, le nombre et la force des partis politiques, la liberté économique, le degré d'intégration mondiale, le niveau des besoins et du produit intérieur brut par tête.

Les conclusions de l'évaluation laissent penser qu'étant donné que les gouvernements demandent généralement les services et les interventions de l'ACBF, la Fondation a l'occasion

d'encourager davantage et d'influencer les réformes des politiques, notamment par le soutien financier. Ce faisant, elle peut travailler avec les gouvernements à élaborer des stratégies essentielles d'amélioration. Quelques-unes des recommandations des évaluateurs sont données ci-après et qui visent à renforcer la pertinence, l'efficacité et la pérennité de l'appui de l'ACBF aux centres d'études et think tanks :

- renforcer la mobilisation des pays et parties prenantes
- adopter une approche de financement hybride
- confier les décaissements et la gestion des fonds à une tierce partie
- décentraliser l'appui de l'ACBF
- adopter et incorporer une unité « de paiement à l'acte » dans son département des opérations
- accroître les systèmes de gestion et d'évaluation des partenariats avec les parties prenantes
- appliquer une approche plus systématique pour le choix des pays
- être un catalyseur dans la consolidation de l'efficacité de la chaîne de valeur de l'impact des politiques.

Par ailleurs, la Fondation peut beaucoup apprendre de l'étude afin de mieux améliorer sa prestation de services.

ARTICLE

L'ACBF soutient l'Association éthiopienne d'économie : impacter positivement le processus d'élaboration des politiques

www.eaecon.org

Le rapport 2013 Global Go to Think Tank a classé 15 think tanks financés par la Fondation pour le renforcement des capacités parmi les 50 meilleurs think tanks en Afrique sub-saharienne. Selon le rapport, 8,97 % des think

tanks mondiaux sont situés dans la région sub-saharienne. Cela se compare à 1984 en Amérique du Nord et 1818 en Europe. Sur 6826 think tanks enregistrés, 612 sont en Afrique sub-saharienne. L'ACBF a soutenu la création et les besoins en capacité des think tanks depuis sa création en 1991. Elle a contribué en à créer 35 et aujourd'hui en supporte encore 19. Une évaluation récente menée en 2013 par la Fondation affirme que les think tanks en Afrique restent un élément catalyseur dans l'élaboration de politiques économiques saines et le développement économique en Afrique. Ceci est vrai pour le cas de l'Éthiopie.

Le pays est, avec environ 45 pour cent de la population vivant dans la pauvreté absolue, l'un des pays les plus pauvres dans le monde. Sur l'indice de développement humain des Nations Unies, il se classe 170e sur 177 pays. Mais il peut se vanter d'avoir un des think tanks les plus efficaces sur le continent. Le mérite revient à l'Association économique éthiopienne (EEA) qui a créé en 2000 une unité de recherche et de formation connue sous le nom d'Institut éthiopien de recherche sur les politiques économiques (EEPRI). Grâce à l'Institut, l'EEA a été en mesure de faire une contribution inestimable au développement de l'économie éthiopienne, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques publiques.

Par exemple, l'EEPRI a été impliqué dans la préparation du premier document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) par le gouvernement éthiopien. Certains de ses rapports de recherche publiés sont une source très populaire d'information pour les décideurs, les donateurs et le public en général et également comme référence pour les chercheurs et étudiants. Son étude sur l'évaluation de la politique foncière dans le pays a eu un impact durable. Ses conclusions ont permis de résoudre certaines des questions litigieuses relatives à la politique foncière et le rapport a été bien reçu dans les cercles gouvernementaux.

En 2000, l'ACBF a octroyé à l'EEA une subvention de 1 030 000 US \$ pour soutenir les activités de recherche de l'EEPRI. L'objectif principal de la subvention était de répondre au besoin de capacité en matière de recherche et d'analyse

politique car la capacité du secteur public et des universités pour concevoir et analyser les politiques publiques a été insuffisante. L'Institut n'a pas du tout déçu.

L'EEPRI a également formé avec succès des fonctionnaires de certains gouvernements de la sous-région sur la façon d'évaluer les comptes de revenus régionaux, les mettant dans une meilleure position pour accéder à des subventions du gouvernement fédéral à Addis-Abeba. Des recherches complémentaires ont également permis à l'Institut de former des fonctionnaires de l'État dans la méthode à utiliser pour déterminer les potentiels de revenus de la région. Cela permet à l'État d'augmenter le montant des recettes des impôts locaux.

Afin de consolider le succès de la première phase, l'ACBF a approuvé en 2005 une subvention de \$ 800,000 à titre de contribution à un autre projet dont le coût total a été estimé à 2 953 419 US \$. L'objectif de cette phase du projet est de consolider les acquis de la première phase dans le but d'améliorer le processus d'élaboration des politiques en Ethiopie pour une croissance économique soutenue et la réduction de la pauvreté. Il a produit trois rapports annuels sur l'économie éthiopienne, chaque rapport fournissant une analyse détaillée sur l'état de l'économie.



Par ailleurs, l'EEE/EEPRI a produit 10 rapports thématiques annuels sur l'économie qui offrent un aperçu sur le fonctionnement de l'économie avec des recommandations sur la façon d'améliorer ses performances. Les autres publications sont 16 Actes de conférence, 19 numéros de l'Ethiopian Journal of Economics, 11 rapports de recherche et des documents de travail. Chacune de ces publications est

devenue une source d'information crédible pour toutes les parties prenantes. La base de données a été officiellement lancée en 2003 ; elle est maintenant disponible sur CD et mise à jour régulièrement.

En reconnaissance de sa contribution professionnelle dans le domaine de l'analyse économique, l'EEA/EEPRI, en fournissant des compétences techniques, est devenu très visible dans les comités établis par le gouvernement : National Development and Trade Policy Forum, Committee for Developing Urban Development Indicators, Taskforce for Preparing National Poverty Reduction Strategy Paper, Health Sector Development Review, et National Committee for Establishing Farmers Competence Consortium.

PARTENARIATS

L'ACBF reçoit du PNUD une subvention de 1 million \$

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a reçu une contribution du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en appui à ses opérations. Les fonds serviront à relancer davantage ses activités de renforcement des capacités sur le continent dans le cadre du troisième Plan stratégique à moyen terme (PSMT III) qui couvre la période allant de 2012 à 2016. Le PSMT III a été approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'ACBF le 21 février 2011. Il vise à s'attaquer aux « défis essentiels auxquels l'Afrique sera confrontée dans les années à venir, affiner et recentrer les opérations de l'ACBF et repositionner la Fondation en tant que leader, partenaire majeur et centre d'excellence en matière de renforcement des capacités en Afrique. »

- Le PSMT III ambitionne de :
- renforcer les capacités essentielles à promouvoir la stabilité politique et sociale pour un changement transformateur
- mettre l'accent sur la capacité à mobiliser et réguler le secteur productif
- parfaire les capacités à suivre l'impact des politiques.

La subvention privilégiera quatre domaines clés : poursuite de l'appui au Soudan du Sud, assistance à la publication de la quatrième édition du rapport sur les indicateurs de capacité en Afrique (RICA), l'enquête 2013 sur les besoins en matière de capacité des communautés économiques régionales d'Afrique (CER) et le renforcement des opérations de l'ACBF par le biais des TIC et la formation.

Depuis sa création en 1991, le PNUD a été d'un grand soutien à la fondation. Grâce à sa forte présence sur le continent, elle a efficacement aidé l'ACBF à nouer des partenariats pour le renforcement des capacités dans bon nombre de pays africains. Cette contribution, à côté de l'assistance reçue d'autres organismes parrains dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), permettra à l'ACBF de continuer à offrir ses services aux institutions régionales. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) et les communautés économiques régionales (CER), figurent en bonne place parmi les institutions qui ont bénéficié de l'expertise de la Fondation.

L'ACBF et la CEA pour la Mise en Œuvre des Activités du Protocole d'Entente

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont signé un protocole d'entente, se promettant de collaborer dans leurs domaines de responsabilité de base au profit de l'Afrique. L'ACBF est la première organisation du continent chargée du renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour la croissance, la réduction de la pauvreté et la bonne gouvernance en Afrique. De son côté, la CEA, basée à Addis-Abeba, est une agence onusienne responsable de la promotion de l'intégration régionale et de la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.

L'accord est un cadre où les deux organisations élaboreront et exécuteront des programmes, projets et activités, sous réserve de la disponibilité de fonds et conformément à leur mandat. Elles travailleront ensemble dans les domaines des politiques économiques et de la gestion à renforcer les capacités par le biais des centres d'études politiques et think tanks appuyés par l'ACBF. Elles conviennent également de consolider l'intégration régionale en renforçant les communautés économiques régionales (CER) et à accompagner les capacités des Etats africains à améliorer le commerce international et intra-africain.

Les deux organisations ont également promis de mieux promouvoir l'apprentissage entre les pairs et le partage d'expériences ainsi que de créer un cadre qui mettra facilement à la disposition des parties prenantes les connaissances, encourageant ainsi le dialogue et l'échange d'idées entre les économistes, décideurs et experts en développement africains.

Elles ont décidé de promouvoir les bonnes pratiques dans les réformes, défendre le renforcement des capacités statistiques et mettre conjointement en œuvre le programme de formation en statistique de l'Afrique (STPA). Elles promettent également de publier, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD), l'annuaire africain de statistiques et un compendium de statistiques sur le commerce intra-africain et étranger connexe. De plus, la CEA, à travers le Centre africain pour la statistique (CAS) collaborera avec l'ACBF, la BAD et l'Union africaine (UA) à l'organisation d'une rencontre annuelle des directeurs africains des statistiques nationales.

Dans le domaine de la gouvernance, l'ACBF et la CEA ont promis de travailler ensemble à l'organisation de la réunion annuelle CEA/UA des ministres africains des finances et du plan, le forum africain sur le développement et des événements similaires.

NOS RESSOURCES

Mise à jour sur l'état de la mobilisation des ressources de l'ACBF

L'ACBF continue de mobiliser des ressources pour son troisième Plan stratégique à moyen terme (PSMT III 2012-2016). Les contributions confirmées à ce jour sont d'un montant de 107.75 millions de dollars US et émanent des donateurs suivants :

- La banque mondiale : le 05 décembre 2013, le Conseil de la Banque mondiale a approuvé un don de 65 millions de dollars pour appuyer la mise en œuvre du PSMT III. Un accord de don a été signé entre la Banque mondiale et l'ACBF le 12 décembre 2013.
- La banque africaine de développement : Le Conseil de la Banque africaine de développement a approuvé un don de 3 millions d'UA, équivalant à 4,6 millions de dollars le 17 février 2014 pour soutenir la mise en œuvre du PSMT III. L'accord qui doit précéder le versement de cette subvention devrait être signé en mars 2014.
- Les pays membres africains : les pays membres africains ont contribué à assurer la continuité des activités de la Fondation en 2013 par un paiement significatif de leurs engagements au PSMT III. Jusqu'à présent, 34 pays membres africains ont promis 28,15 millions de dollar US, dont 10,4 millions ont été payés.
- Les pays donateurs non-africains : la Suède est à ce jour le seul pays non-africain à avoir annoncé un appui au PSMT III. La Suède a, plus généreusement, annoncé une contribution de 10 millions de dollars au PSMT III. Cette contribution sera versée par la Banque mondiale à travers le Fonds d'affectation spéciale multi donateurs.

À ce jour, les engagements confirmés s'élèvent à 107,75 millions USD, ce qui est inférieur à la moitié du montant prévu pour le scénario de base pour le financement du PSMT III estimé à 218 millions USD. Après les profondes réformes mises en œuvre par le nouveau Secrétaire

exécutif en vue de rendre l'ACBF plus efficace, plus ciblée et plus efficiente, la Fondation espère recevoir davantage de contributions aussi bien des catégories de donateurs ci-dessus que de nouveaux collaborateurs.

CONNAISSANCE

Outil de collecte de données sur les indicateurs africains des capacités

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a lancé en 2011 la première version de son rapport phare sur les indicateurs de capacité en Afrique. Le rapport sur les indicateurs de capacité en Afrique (RIAC) mesure et évalue de manière empirique les capacités par rapport aux priorités de développement des pays africains. Il souligne également les déterminants et composantes clés des capacités pour le développement. À cet égard, il donne les grandes lignes du paysage du renforcement des capacités en Afrique avec pour objectif de mieux cerner les manquements en capacités en tant que question majeure des politiques de développement.

L'ICA (indicateur sur les capacités en Afrique) est le principal indice du rapport et la marque de fabrique du rapport, publié tous les ans. C'est un indice composite calculé à partir de quatre indices élémentaires dont chacun est une mesure agrégée calculée sur la base d'une évaluation quantitative et qualitative des différentes composantes formant une grappe. L'analyse par grappes a servi à générer des données fractionnaires. Les grappes couvrent les dimensions suivantes : environnement des politiques, processus de mise en œuvre, résultats de développement à l'échelle nationale et résultats du renforcement des capacités. L'ICA est une agrégation en pondération harmonique des quatre indices élémentaires. Ces derniers sont une moyenne arithmétique de leurs variables sous-jacentes. Il y a également sept indices thématiques. Ils se fondent sur le même ensemble de données que le principal indice ICA, mais sont groupés dans différentes combinaisons selon le domaine thématique. Il s'agit de : i) les choix des politiques de

renforcement des capacités, ii) l'efficacité de l'aide par rapport au renforcement des capacités, iii) l'égalité des sexes et l'inclusion sociale, iv) le partenariat pour le renforcement des capacités, v) le profilage des capacités et l'évaluation des besoins en capacités, vi) les intrants liés au renforcement des capacités et vii) les extrants liés au renforcement des capacités.

D'autres indices composites indépendants sont calculés annuellement. Ils ont trait au thème annuel du RICA. Chacun de ces indices est calculé de la même façon que le principal indice ICA, avec toutefois des variables différentes. À ce jour, deux nouveaux indices indépendants ont été calculés : l'indice de la transformation agricole et de la sécurité alimentaire (ACIAgric) en 2012 et l'indice de gestion des ressources naturelles (ACI NRM) en 2013.

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a élaboré ce tableau de bord interactif à l'aide de Microsoft Excel. L'ensemble du contenu – y compris les données, la méthodologie et le texte – a été conçu par l'ACBF. Le tableau de bord interactif du RICA est un outil de visualisation des données à impact élevé qui vise à aider les praticiens, les chercheurs, les décideurs, etc., à accéder à la bonne information au moment opportun afin de prendre une décision fondée sur des données

probantes. L'interface graphique simplifie les données du RICA 2011 – 2013 à tel point qu'il est possible d'un coup d'œil de voir ce qui se produit. Elle fournit également la base de données complète de statistiques pour les trois années. Le tableau de bord interactif fait plus que l'extraction – il est très

ÉTUDE

Le partenariat Afrique-BRICS se développe rapidement

Emmanuel Nnadozie, secrétaire exécutif de l'ACBF

Les nouvelles tendances montrent que le groupe BRICS est devenu récemment une force majeure dans l'économie mondiale. L'OCDE prévoit que l'équilibre du pouvoir économique devrait changer de manière spectaculaire au cours des 50 prochaines années, la Chine devenant la plus grande économie du monde (remplaçant les États-Unis). La croissance du PIB de l'Inde devrait dépasser également celle des États-Unis. Ainsi, le partenariat avec les pays BRICS sera encore plus important avec le temps.

<http://cfi.co/africa/2014/02/emmanuel-nnadozie-acbf-africa-brics-partnership-is-growing-rapidly/>



ÉVÉNEMENTS

26-27 June 2014

**ACBF réunion du conseil d'gouverneurs
Dakar Sénégal**